

Chapitre premier

LES RACINES

En bordure des grandes villes chinoises, l'ombre des hautes cheminées d'usine, tombe sur des champs qu'on laboure encore avec des araires de bois. Sur les quais des ports de mer, les marchandises sont déchargées à dos d'homme et réexpédiées vers l'intérieur sur des péniches primitives. Dans les rues, de grands camions et des tramways qui brinquebalent dépassent en vrombissant des charrettes que tirent des hommes, attelés comme des bêtes à leur fardeau. Les klaxons se déchainent contre les pousse-pousse et les voitures à bras qui se fraient un passage à travers la circulation. Dans les boutiques qui bordent les rucs, hommes, femmes et enfants fabriquent encore leurs articles de leurs mains nues, ou avec des outils rudimentaires. Dans certaines rues, on entend le bourdonnement des générateurs qui actionnent d'énormes usines. Avions et voies ferrées sillonnent de vastes régions, que ne relieut autrement que des sentiers et des canaux millénaires. Des bateaux à vapeur modernes vont et viennent des côtes aux rivières et croisent, en brassant l'écume, des jonques archaïques. Dans toutes les villes et les villages, et sur la terre fatiguée des vallées des grands fleuves qui s'étirent de la mer au cœur de l'Asie, se multiplient les contrastes et les contradictions. Ils incarnent la lutte de près d'un demi-milliard d'hommes pour l'existence et la survie.

La structure de la vie chinoise est accidentée, déchirée, informe. De nouveaux types de production, de transport et de finances se superposent, sans s'y intégrer vraiment, aux formes usées et râpées du passé. Cette ancienne structure craquait déjà, il y a à peine un siècle, lorsque l'Occident envahit la Chine avec ses marchandises, ses armes à feu

sa cupidité et ses idées. Le résultat de cette commotion fut catastrophique et révolutionnaire. L'économie chinoise fut transformée de force. Les classes sociales, si longtemps stables, entrèrent dans une période de violents changements. Les formes de gouvernement, les coutumes, l'équilibre social tout entier, furent renversés. La Chine affrontait l'immense tâche historique de trouver une nouvelle charpente, sur laquelle puissent se développer ses forces productives. Les nouvelles pressions que subissait la vieille société chinoise engendrèrent des conflits, qui très vite s'intensifièrent et entraînèrent frénétiquement le pays à la recherche de nouvelles solutions.

Le retard de l'économie chinoise était dû, avant tout, à la stagnation des forces productives au cours d'une longue période historique. Il y a environ deux mille ans, l'introduction de la charrue de fer augmenta la productivité agricole. C'est en partie grâce à cet élan que l'on assista, à la même époque, à une conversion de la terre en propriété privée. La terre qui constituait les fiefs, ou qui avait été affranchie par octroi impérial, devint aliénable. La main-d'œuvre ainsi libérée et le capital ainsi acquis furent en partie absorbés par l'État pour la construction de grands ouvrages publics, barrages, canaux, palais, murs et fortifications. Mais les modes capitalistes de production ne se développèrent pas, perpétuant dans les villages les formes féodales d'exploitation. La société chinoise restait organisée en petites unités agricoles. L'artisanat local ou familial pourvoyait aux principaux besoins secondaires de la communauté. L'État participait directement au commerce et à la production. Il exerçait des monopoles comme celui du sel et du fer. Le système de production et le marché intérieur étaient tous deux étroitement contrôlés par la bureaucratie de l'État, et par les toutes-puissantes guildes de marchands et d'artisans. Les centres urbains de production et de commerce s'accroissaient, mais se limitaient apparemment aux seuls produits de luxe et aux spécialités régionales : fines soieries, laques, porcelaines, sculptures, ferronnerie.

La structure tout entière reposait fermement sur la masse des paysans, qui payaient un loyer aux propriétaires, des intérêts aux usuriers et aux marchands, et des impôts en travail, en nature et en argent à l'État. Ce dernier était représenté par une bureaucratie de fonctionnaires locaux, réunis en une hiérarchie qui passait par les vicerois de province et s'élevait jusqu'à l'empereur. Ces fon-

tionnaires s'unirent aux propriétaires et aux marchands pour exploiter la paysannerie. Afin de faire face aux demandes croissantes d'impôts, les propriétaires multiplièrent leurs exactions auprès des travailleurs de la terre. Les petits propriétaires, en hypothéquant leurs biens, s'endettèrent auprès des usuriers, et se virent peu à peu réduits au statut de fermiers ou de travailleurs agricoles. Au fur et à mesure que les dynasties, après avoir atteint leur apogée, tombaient l'une après l'autre en décadence, leurs demandes d'argent s'accroissaient et la corruption des fonctionnaires se renforçait. Lorsque le fardeau des loyers, dettes et impôts ainsi accumulés, devenait intolérable, et que les privations qui sévissaient étaient multipliées, comme ce fut souvent le cas, par des désastres naturels, il n'était pas rare qu'apparaissent des révoltes locales, dirigées contre les collecteurs d'impôts et de loyers, et qui fréquemment s'élargissaient en grandes guerres paysannes.

Des cliques militaires, conduites par d'ambitieux aristocrates, propriétaires fonciers, entraient en campagne à la tête de bandes éparses de paysans et d'une soldatesque provinciale, renversaient la dynastie et luttaient entre elles pour obtenir la suprématie. Presque toute esquisse de réforme sociale et agraire entraînait des périodes de guerre civile et de confusion qui duraient souvent des dizaines d'années, une fois même plusieurs siècles. Parmi les tentatives de réformes, les plus célèbres furent celles de Wang Mang, après la chute de la dynastie Han, au début du premier siècle de l'ère chrétienne, et celles que préconisa Wang An-shih après l'effondrement de la dynastie T'ang et la montée des Sung à la fin du x^e siècle. Quelques-uns allèrent jusqu'à proposer l'abolition des droits de propriété privée sur la terre, pour la restituer à son propriétaire primitif, l'État. D'autres prônaient l'établissement d'un capitalisme d'État embryonnaire. Aucune de ces réformes ne parvint à maturité. Les guerres paysannes qui les avaient suscitées retombaient invariablement et l'une des cliques finissait par établir son hégémonie, et par fonder une nouvelle dynastie. Tandis que l'empereur et ses descendants immédiats consolidaient leur pouvoir et supprimaient peu à peu les prétendants au trône, les formes sociales des campagnes se reconstituaient selon le schéma initial, et le même processus graduel d'expropriation se reconstituait¹.

Tirant profit d'un de ces soulèvements paysans, les

Mandchous arrivèrent au pouvoir au milieu du XVII^e siècle. Une fois établis, le premier souci de ces souverains étrangers fut naturellement de protéger la Chine de tout autre contact extérieur, tout en achevant d'assujettir le pays. A la même époque, l'Europe se trouvait enfermée dans les guerres implacables qui accompagnaient la naissance du capitalisme occidental et des États nationaux modernes. Les contacts européens avec le Cathay furent occasionnels et épisodiques. Les premiers empereurs mandchous pouvaient jouir de leur période de suprématie. Mais deux siècles plus tard, une poussée démographique remarquable annonça une nouvelle crise agricole. La dynastie mandchoue était déjà sur son déclin. Son pouvoir commençait à se désintégrer et elle se vit contrainte à imposer lourdement la population pour faire face à des révoltes répétées dans différentes parties de l'empire. La société chinoise était au bord d'une nouvelle ère de débâcle politique et de chaos, lorsque les premières vagues du capitalisme expansionniste occidental vinrent se briser contre le littoral chinois. L'arrivée de ces nouveaux barbares venus de par les mers renforça, transforma et compliqua les divisions internes à l'intérieur des classes de la société chinoise. Avec leur venue, les vieilles solutions, obtenues par des procédés classiques, n'allaient désormais plus suffire.

Irrésistiblement entraînées sur la voie de l'expansion commerciale et de l'accumulation des capitaux, les nations occidentales brisèrent les barrières qui, jusqu'alors, coupaient l'Empire Céleste du reste du monde. De cette commotion devait enfin sortir de profonds changements économiques, sociaux et politiques. L'économie capitaliste avait commencé à attirer dans son orbite la totalité du monde; l'isolation de la Chine prenait fin irrémédiablement, car le Capital était un nouveau type de conquérant, jusque-là inconnu dans l'histoire de la Chine. Autrefois, les hordes d'envahisseurs qui déferlaient sur les frontières septentrionales avaient pu être assimilées sans grandes difficultés dans le cadre bien plus organisé de la vieille civilisation chinoise. Mais ces nouveaux barbares possédaient un équipement technique et une supériorité matérielle que rien en Chine ne pouvait égaler. Les pures traditions ne pouvaient tenir tête aux canons, pas plus que la main ne pouvait rivaliser avec la machine, ni le palanquin avec la voie ferrée. A la force motrice et aux armes des barbares occidentaux, la Chine ne put opposer que le poids

de ses années, sa taille, ses masses. Ceux-ci ne pouvaient que déterminer la longueur et l'agonie de cette lutte inégale, et non pas son dénouement.

La structure économique et sociale chinoise, déjà en crise, réagit rapidement, au sommet comme à la base, à l'influence corrosive de l'invasion étrangère. L'économie du pays s'offrit sans résistance. Grâce à l'opium, la balance commerciale pencha constamment en faveur des marchands étrangers. L'argent, le métal étalon, importé en grandes quantités pendant la première phase du commerce étranger, commença à s'épuiser dès 1826. Dix ans plus tard, l'opium le remplaçait comme moyen de paiement de la soie et du thé chinois². Les produits manufacturés se fauilèrent à travers la brèche ouverte par la drogue et élargie par les canons français et britanniques lors des guerres de l'opium de 1842 et de 1858. L'importation de cotonnades anglaises fit tomber les exportations d'étoffes chinoises (nankin) qui disparurent presque totalement vers 1833. La courbe des exportations chinoises tomba brusquement avec la montée correspondante, spectaculaire, des importations d'opium, pendant le premier quart du XIX^e siècle. Les importations de coton s'accrurent régulièrement : elles représentaient, vers 1870, 31 % des importations chinoises et remplaçaient, quelques années plus tard, l'opium, en tête de liste. En Occident, les progrès rapides de l'organisation industrielle et des techniques, l'ouverture du canal de Suez et le développement de la navigation à vapeur, stimulèrent le commerce chinois qui doubla entre 1885 et 1894. L'afflux des marchandises fut très vite suivi d'investissements de capitaux et de prêts. A la fin du siècle, les compagnies étrangères — navigation, filatures, chemins de fer, lignes télégraphiques — occupaient tous les postes de commande de la vie économique chinoise.

Cette conquête économique s'accompagna de la mise en place d'un contrôle politique étranger, réduisant le régime mandchou à l'impuissance. Ses premières tentatives pour enrayer la fuite du métal-argent, en limitant le commerce de l'opium, furent réprimées au cours d'une série de guerres, où il eut à souffrir d'humiliantes défaites et payer de lourds tributs. Humiliée par les Occidentaux, la cour mandchoue perdit grandement en prestige et autorité aux yeux des Chinois. Les traités, extorqués par les étrangers à la gueule des canons, favorisèrent une libre propagation du christianisme et légalisèrent le commerce de l'opium.

Pour les Chinois, l'Évangile et la drogue, selon le mot d'un historien britannique, « arrivèrent ensemble, furent combattus ensemble et, finalement, furent légalisés ensemble ³ ». Ces traités ouvrirent également les ports côtiers et fluviaux, limitèrent les tarifs douaniers chinois à un 5 % purement nominal, garantirent des enclaves territoriales et des concessions, d'où devaient sortir plus tard les différentes « zones d'influence » étrangères, et établirent le système d'exterritorialité qui exemptait les étrangers du paiement des impôts chinois et ne les faisait relever que de la seule juridiction consulaire. La Chine devint, de fait, sinon de droit, une terre sujette, n'échappant à un complet démembrement, ou à la colonisation, que grâce aux rivalités aiguës qui opposaient entre eux les pillards impérialistes.

La diffusion de l'opium, la fuite du métal-argent et l'afflux des marchandises manufacturées, contribuèrent largement à l'aggravation de la crise dans les campagnes, provoquée initialement par une rapide croissance de la population et une pénurie de terres arables ⁴. L'usage très répandu de l'opium entraîna un écoulement de richesses des campagnes vers les villes et causa un rétrécissement alarmant du marché intérieur ⁵. De la pénurie en métal-argent résulta une dépréciation de 20 à 30 % du cours de la monnaie de cuivre servant aux petits usages, et une montée aiguë du coût de la vie. Une monnaie altérée entra en circulation ⁶. Les cotonnades et autres marchandises étrangères acculèrent l'artisanat chinois, particulièrement dans les provinces du Sud. Les tisserands qui, en 1819, avaient fabriqué 3 359 000 pièces d'étoffe pour l'exportation, perdirent leurs moyens de subsistance lorsque les exportations tombèrent à 30 600 en 1833, et presque à zéro au cours des trente années suivantes ⁷. Enfin, et comme si l'homme et son œuvre ne nuisaient pas assez, la nature se joignit à la destruction physique du vieil ordre des choses. Au milieu du XIX^e siècle, c'est à peine si une année s'écoula sans sa quote-part d'inondations et de famines, de sécheresses et de pestes, dans les vallées des grands fleuves, et au-delà.

Une paupérisation massive et l'apparition d'une large couche fluctuante de population résultèrent de l'accumulation de tous ces agents de dissolution. Des révoltes sporadiques parmi les tribus Miao, importante minorité nationale du Sud-Ouest, et les musulmans du Nord-Ouest, annoncèrent le début d'une nouvelle période de guerres

civiles. Traditionnellement, cela aurait signifié que la dynastie avait perdu le mandat du Ciel, et conduit à l'accession d'une nouvelle maison régnante. Mais alors que la révolte agraire couvait dans les provinces, la classe dirigeante chinoise trouvait des ressources pour se renouveler d'elle-même, en participant, directement et indirectement, aux profits du commerce étranger.

Dans les ports, marchands et fonctionnaires avaient commencé à amasser de larges fortunes en traitant avec les étrangers. Avant 1830, lorsque les bateaux arrivaient encore à Canton chargés de dollars d'argent destinés à payer la soie et le thé, qui étaient ensuite transportés en Europe et aux États-Unis⁸, bien peu de ces richesses avaient pris le chemin des véritables producteurs. La plus grande partie resta aux mains des marchands des ports et des mandarins. Les membres des *co-hong*, — organisations de marchands officiellement nommés pour traiter, en exclusivité, avec les étrangers —, et les fonctionnaires locaux, qui avaient carte blanche pour lever des « contributions » et des impôts spéciaux, profitèrent largement de tous les nouveaux tripotages, tout particulièrement dans le commerce de l'opium de contrebande. La qualité de membre d'un *co-hong* se vendait souvent jusqu'à 200 000 taëls, soit l'équivalent d'environ 250 000 dollars d'argent américains.

Parmi ces marchands et fonctionnaires, s'ébaucha une nouvelle classe, celle des compradores, courtiers du capital étranger sur le marché chinois. Ce fut l'un des premiers effets directs de l'invasion impérialiste sur la structure de la société chinoise. Les postes de commande économiques qu'occupaient les étrangers faisaient obstacle à un développement capitaliste indigène indépendant. Les richesses amassées par ces marchands et fonctionnaires n'allaient pas aux entreprises capitalistes, mais retournaient à la terre. La plupart de ces particuliers, issus, au début, de la petite noblesse terrienne, employaient leur argent à augmenter leurs possessions familiales. Ce processus hâta naturellement la croissance de grandes propriétés terriennes et l'expropriation des plus petits possédants⁹. Les fils des grands propriétaires furent envoyés dans les villes pour se mêler aux affaires lucratives des compradores. Rare était le compradore qui n'était pas en même temps propriétaire absentéiste. Les profits permettaient non seulement d'acquérir de nouvelles terres, mais aussi de faire des prêts, à des taux usuraires,

aux paysans qui devaient emprunter sans cesse pour combler la brèche entre leurs revenus décroissants, et leurs frais et impôts en hausse. Parce qu'elle ne pouvait faire concurrence à la force supérieure et aux techniques des étrangers, la vieille classe dirigeante des propriétaires et marchands se transforma, de façon significative, en une classe de courtiers, d'usuriers et de spéculateurs, dont les intérêts se divisaient entre la ville et la campagne, et étaient directement liés à ceux des étrangers.

Ce processus contribua à hâter la désintégration de la structure étatique. Dans les guerres de l'opium, les Mandchous avaient été vaincus par les Britanniques « avec une facilité qui ébranla la confiance qu'ils avaient dans la vaillance et la destinée de leur race, et qui dissipa totalement, aux yeux des sujets chinois, leur prestige de puissance militaire¹⁰ ». Brisée par les défaites militaires, la bureaucratie mandchoue fut vite minée par la corruption et les profits alléchants de la contrebande de l'opium. Des édits de Pékin restèrent souvent inopérants. Pékin était loin, son autorité était réduite, et le tintement de l'argent étranger était proche et séduisant. La bureaucratie chinoise, vertueuse en principe, avait déjà derrière elle toute une vieille tradition de corruption. Les fonctionnaires ayant, de toute éternité, dépendu des perceptions d'impôts pour assurer leur propre subsistance, l'honnêteté officielle était chose rare. Les richesses du commerce étranger couronnèrent cette tradition d'une nouvelle source de revenus illégitimes. Avec le déclin de la dynastie, la baisse des revenus nationaux, et les difficultés financières croissantes, toute prétention à la vertu fut jetée aux quatre vents, et le poste de fonctionnaire devint l'objet d'un troc ouvert. Ce n'étaient pas les gens instruits qui cueillaient les fruits du pouvoir, mais bien ceux qui y mettaient le prix. Et c'était naturellement le marchand aisé ou le comprador qui pouvait acheter à son fils ou à son frère un bouton de mandarin. La pratique devenant courante, marchands, propriétaires et fonctionnaires, de plus en plus impossibles à distinguer, devinrent membres d'une même classe. Cette classe, pour laquelle il était d'un intérêt vital de conserver toutes les inégalités sur la terre, devint l'un des intermédiaires principaux de la pénétration et du contrôle étranger.

De leur côté, les impérialistes, après s'être assurés la soumission de la cour mandchoue, et après avoir adapté les couches supérieures de la société chinoise à leurs besoins,

se mirent à protéger les dirigeants chinois contre la colère du peuple. Telle allait devenir la formule fondamentale de contrôle impérialiste dans la Chine semi-coloniale. La totalité de la structure chinoise économique, politique et sociale avait été émietlée lors de la commotion avec les Occidentaux; mais à peine de nouveaux éléments avaient-ils commencé à se former, que les Occidentaux trouvèrent nécessaire de se joindre à tout ce qui, dans la nation, était conservateur, oppressif et rétrograde, donc résistant à tout agent de révolution.

Ce rapport de forces se cristallisa pendant la révolte des Taiping qui, au milieu du XIX^e siècle, menaça de renverser la dynastie mandchoue. Des révoltes répétées, dues à des privations économiques insupportables, culminèrent, en 1850, en une puissante révolte paysanne anti-dynastique. Venant du Kwangsi, elle s'étendit vers le nord et établit son pouvoir pour onze ans dans la vallée du Yangtze. Débutant comme une petite secte religieuse néo-chrétienne, les « Adorateurs de Dieu », en butte aux autorités locales du Sud, le mouvement Taiping prit rapidement l'ampleur d'un soulèvement général de premier ordre. Tout ce qu'il y avait de mécontents et d'insurgés dans le pays se regroupa sous sa bannière. Les anciennes sociétés secrètes, qui n'avaient jamais totalement disparu, ressuscitèrent une fois de plus. Intellectuels chinois et membres de la toute petite noblesse, dépossédés de leurs terres, las des exactions impériales et irrités de la discrimination raciale mandchoue, rallièrent ses rangs. Dans l'ivresse des sentiments antimandchous, la natte, symbole de sujétion, fut coupée et le vieux costume ming, rétabli. Mais avant et par-dessus tous, les grandes masses de paysans indigents, de paysans en quête de terres et d'artisans déplacés, les révoltés contre l'autorité des fonctionnaires locaux, des propriétaires et des collecteurs d'impôts, donnèrent au mouvement sa chair et son sang, et le frappèrent du sceau caractéristique des soulèvements paysans qui avaient autrefois aboutis à des changements de dynastie.

Les succès militaires des Taiping furent rapides et spectaculaires. L'autorité mandchoue fut balayée des provinces du Sud et de la vallée du Yangtze. Les armées des Taiping atteignirent presque les portes de Pékin même. Hung Hsiu-ch'üan, le chef fanatique du mouvement, prit le titre de T'ien Wang, ou Roi Céleste, et fit de Nankin sa capitale. Caractéristiques de la révolte à son apogée

furent les saisies de terres en maints endroits par les paysans. Cette tendance à un radicalisme agraire de base ne trouva pas d'écho au sommet, bien que sous sa pression des décrets inappliqués aient été promulgués, visant à détruire les titres de propriété et projetant un partage collectif des terres¹¹. Fait significatif, partout où le régime Taiping atteignait une relative stabilité, des efforts plus ou moins heureux étaient entrepris pour supprimer le commerce de l'opium, enrayer la fuite de l'argent, stimuler le marché intérieur, unifier les impôts et accroître la production agricole. Il est du plus grand intérêt de savoir, par exemple, que pendant la période de domination Taiping, les exportations de soie, dans la région du Kiangsu atteignirent un niveau sans précédent. Selon certains comptes rendus, les Taiping firent des efforts répétés pour se mettre d'accord avec les étrangers sur une base de libre-échange des marchandises et de suppression du ruineux commerce de l'opium. Ainsi la révolte des Taiping qui avait débuté comme une guerre paysanne de type primitif ou traditionnel, révéla également, ni trop directement, ni trop clairement, mais indéniablement, des tendances à un développement bourgeois « naturel ».

Le mouvement Taiping entra en collision avec tous les intérêts des privilégiés des campagnes et des villes. La révolte détruisit l'autorité et la position de la vieille classe des fonctionnaires. Par leurs actions radicales, les paysans entrèrent directement en conflit avec les propriétaires, les compradores et les marchands, si lourdement impliqués dans la propriété terrienne en tant que possédants et détenteurs d'hypothèques à des taux d'intérêts élevés. Pour l'histoire officielle, « l'action destructrice des Taiping éveilla l'antagonisme des classes influentes¹² ». Les classes « influentes » chinoises étaient solidement rangées aux côtés des Mandchous.

Pour les impérialistes, les Taiping firent d'abord figure de successeurs éventuels des Mandchous pour diriger la Chine. Le caractère chrétien du mouvement suscita une certaine sympathie parmi quelques missionnaires. D'autre part, les Taiping firent quelques promesses : stimuler le commerce et restaurer une tranquillité que les Mandchous étaient incapables de maintenir. Néanmoins, les étrangers n'allaient pas tarder à donner tout leur appui aux Mandchous. Il ne faut pas oublier que le commerce de l'opium était toujours la part la plus lucrative du commerce chinois pour les principaux intérêts étrangers. Il four-

nissait les richesses nécessaires à l'accumulation et au développement qui, plus tard seulement, devaient rendre plus avantageux le lancement de marchandises plus légitimes. S'opposer au commerce de la drogue, c'était, pour les Taiping, s'opposer aux intérêts immédiats des étrangers¹³.

La guerre civile fut, pour les impérialistes, une excellente occasion de renforcer leur main-mise et d'étendre leurs positions économiques et politiques. En 1854, les canons étrangers empêchèrent les Triades antimandchoues de prendre Shanghai. Les étrangers profitèrent de l'effondrement total de l'autorité locale pour s'appropriier le contrôle de l'administration des douanes¹⁴, et étendre leurs concessions. En 1858, les canons britanniques et français martelèrent les forces mandchoues du Nord, affaiblies, et obtinrent, sous la contrainte, la signature de nouveaux traités qui donnaient pleine satisfaction aux intérêts étrangers. Le commerce de l'opium fut légalisé et le pays tout entier fut ouvert à la pénétration étrangère. Ces traités une fois signés, les étrangers eurent tout intérêt à conserver le régime existant. L'assujettissement du gouvernement fut totale après la campagne de 1860 et la brutale mise à sac du Palais d'Été près de Pékin. Devenue désormais maniable à volonté, cette dynastie, dont on pouvait tirer avantage, méritait qu'on la protège. Les Taiping, aux yeux des étrangers, furent transformés « de successeurs des Mandchous, peut-être amicaux, en rebelles purs et simples qui entravaient la mise à exécution du nouveau traité¹⁵ ». La version Taiping du christianisme, jusque-là considérée avec une certaine curiosité, fut vite regardée comme le plus répugnant blasphème. Le général chrétien Gordon entra en campagne avec la ferveur d'un croisé et rien, pas même la trahison, ne put l'empêcher de traiter les Taiping de la même façon que les élus de Jéhovah avaient traité les Amalécites et tous les adorateurs de Baal. Les forces britanniques et françaises, rejetant tout semblant de « neutralité », intervinrent activement dans le conflit et obtinrent des résultats décisifs.

Le combat qui se livra pour le maintien de la dynastie mandchoue fut gagné par deux hommes d'État chinois, Tseng Kuo-fan, qui représentait les intérêts terriens, et Li Hung-chang, porte-parole et chef de la nouvelle classe des compradores. Ils organisèrent et dirigèrent la défense du Trône du Dragon, et durent leur victoire en grande partie aux forces militaires et navales qui débordèrent.

les Taiping mal armés, devant lesquels les troupes mandchoues étaient impuissantes.

La défaite finale et la dispersion des Taiping en 1865 eut lieu alors que le mouvement lui-même était déjà intérieurement miné. Les ravages de la guerre civile, qui causèrent la perte de très nombreuses vies et dévastèrent de larges territoires, dissipèrent toutes les ressources de la guerre paysanne. Les chefs du mouvement Taiping furent incapables de diriger de façon cohérente la révolte agraire, qui dégénéra inévitablement en une guerre de partisans sporadique et en brigandage. Le commandement se scinda en cliques guerroyantes d'aventuriers incorrigibles. Comme aucune des plus anciennes classes de la société chinoise n'était capable de sortir le pays de cette impasse, et comme, d'autre part, les nouveaux facteurs de la pression impérialiste étranglaient la montée de forces nouvelles et plus progressives, la grande révolte Taiping échoua et le *statu quo* fut maintenu. En même temps, le poids de l'impérialisme rendit désormais impossible une répétition du vieux cycle : guerre paysanne, dissolution, changement dynastique.

Tels étaient les termes de la contradiction centrale autour de laquelle l'histoire de la Chine était condamnée à tourner pendant près d'un siècle à venir. La venue de l'impérialisme occidental, la fin de l'isolement chinois et l'apparition de marchandises manufacturées sur le marché chinois décrétèrent inexorablement la transformation révolutionnaire de la société chinoise. Mais une fois ses positions consolidées, l'impérialisme occidental se défendit en épaulant tout ce que cette société avait d'archaïque, de conservateur et de rétrograde. Pour mettre la production agricole sur une base nouvelle et plus rentable, il aurait évidemment fallu que la Chine se libère du vieux système de propriété et permette à ses fermiers d'avoir de plus grands intérêts dans le produit de leur labour. Pourtant les impérialistes s'unirent en soutenant la domination des propriétaires, marchands et fonctionnaires, qui maintenaient les masses paysannes en servitude. Pour alléger la pression qui s'exerçait sur la population et pour créer de nouvelles relations entre ville et campagne, il aurait fallu industrialiser efficacement le pays avec des capitaux indigènes. Mais la position éminente des intérêts étrangers, le renforcement, par traité, des avantages concurrentiels des produits et entreprises étrangers, bloquèrent cette voie pendant des dizaines d'années et reléguèrent le capital

chinois à un rôle subalterne. Pour résoudre ses problèmes, il aurait évidemment fallu que le pays s'unifie afin d'assurer une utilisation maximum de ses ressources. Mais les rivalités des différentes puissances occidentales se nourrissent des conflits séparatistes qui ruinaient l'autorité centrale et consolidaient les satrapies provinciales et régionales, qui correspondaient à peu près aux « zones d'influence » que s'étaient taillées les intérêts rivaux des Occidentaux. En bref, sans l'indépendance nationale, il ne pouvait y avoir de réel progrès économique et social, alors que le maintien des privilèges impérialistes nécessitait un assujettissement constant. Telles furent les données de l'histoire de la Chine pendant près d'un siècle.

La révolte Taiping fut la dernière tentative pour répondre au besoin de transformation par des moyens chinois traditionnels. Elle échoua, parce que la voie qui menait à cette solution était entravée par les nouvelles conditions qu'avait créées l'invasion impérialiste. Épuisées par vingt années de révolte et de défaite, les masses populaires chinoises durent attendre un renouvellement par une génération nouvelle et dans des circonstances entièrement neuves, avant de pouvoir intervenir dans les affaires du pays. A la base de la société chinoise, au cours des années suivantes, toutes les causes de pauvreté chronique s'aggravèrent profondément. La concentration des terres se poursuivait. L'afflux des marchandises et du commerce capitaliste s'élargissait et gouvernait la vie des habitants, tout en leur refusant la moindre chance d'accroître leur propre productivité. Entre-temps, dans les couches supérieures de la société et dans les centres urbains en voie de développement, d'autres changements apparaissaient, qui allaient modifier la forme et le contenu de la lutte pour dominer la destinée de la Chine.

De sa lutte contre les Taiping, et contre d'autres soulèvements qui se prolongèrent jusqu'en 1880, la dynastie mandchoue émergea sans forces. Alors qu'elle avait à peine pu supporter les secousses de la révolte interne, des disettes et des fléaux naturels répétés, elle dut à nouveau faire face aux coups de l'extérieur. Lorsqu'il lui fallut affronter une nouvelle offensive impérialiste aux confins de son empire, elle s'avéra impuissante. Vers la fin des années 60, la France occupa le Cambodge et l'Annam, et « légalisa » ses acquisitions par une courte guerre contre la Chine en 1884-85. L'année suivante, la Grande-Bretagne ajoutait la Birmanie à son Empire des Indes. Ces pays

du Sud avaient, assez vaguement, reconnu la suzeraineté chinoise. A l'autre extrémité de l'Asie, sur la frontière septentrionale, la Russie tsariste construisait une nouvelle ligne de chemin de fer et établissait sa « zone d'influence » en Mandchourie du Nord. Au même moment, le Japon, plus uni et plus rapide dans sa réponse à l'impérialisme, avait modifié sa structure sociale féodale et s'était embarqué, avec la Restauration Meiji de 1868, dans un remarquable programme d'adaptation aux modes occidentaux de production, d'organisation et de relations internationales. Il se joignit très vite à la ruée expansionniste, après qu'il eut réussi à traverser l'étroite mer du Japon, en quête d'une enclave continentale. En 1894, cette nouvelle puissance insulaire infligea une humiliante défaite à son voisin âgé et, jusqu'alors, vénéré. L'amputation de la Corée et l'établissement d'une zone d'influence japonaise en Mandchourie du Sud donnèrent le signal d'une nouvelle mêlée parmi les grandes puissances, dans le but d'acquérir de nouveaux territoires et de nouvelles concessions. Meurtrière et impuissante, la cour impériale signa traité après traité. Le démembrement de la Chine et l'incorporation de ses différentes parties aux empires coloniaux des nations occidentales paraissait imminent à la fin du XIX^e siècle.

Toutefois, la pression renouvelée de l'impérialisme engendra de nouveaux mouvements de réforme et de révolution, qui différaient par leur caractère et leur origine sociale des grandes révoltes populaires du milieu du siècle. Les nouveaux facteurs de transformation se développèrent dans les couches supérieures de la société chinoise. La contrainte étrangère, qui se faisait sentir dans le domaine de l'économie et de la politique, avait façonné la classe dirigeante chinoise en l'adaptant aux exigences impérialistes, et la prérogative étrangère ferma la plupart des portes à un développement capitaliste indigène. Néanmoins, il était naturel que les richesses accumulées par cette classe stimulent les efforts de compétition avec les étrangers, et cela sur leur propre terrain. L'impérialisme avait détruit la vieille infrastructure économique. Il pouvait retarder, mais non pas empêcher totalement l'édification d'une nouvelle base. Ce fut Li Hung-chang, compradore en chef, qui prit l'initiative des premières entreprises capitalistes chinoises indépendantes. La première usine de décortilage du riz fut construite à Shanghai en 1863. Le chantier de construction navale de Kiangnan fut fondé en 1865. Sept ans plus tard, la *China Merchants Steam Navigation*

Company était fondée pour concurrencer le monopole étranger de navigation maritime et fluviale. L'année suivante se construisait la première filature de soie moderne et, en 1876, la première ligne de chemin de fer, qui parcourait les dix-neuf kilomètres séparant Shanghai de Woosung, vint troubler les âmes des ancêtres des paysans effrayés. Une mine de charbon moderne fut mise en exploitation à Kaiping en 1878 et, en 1890, la première filature s'ouvrit à Shanghai, et les premières forges à Wuchang. Fabriques d'allumettes et minoteries les suivirent en 1896. L'industrialisation de la Chine avait commencé ¹⁶.

L'état du commerce chinois, surtout en ce qui concernait le coton et les cotonnades, s'améliora nettement durant la même période. La balance déficitaire en ce qui concerne le coton brut se renversa en 1888. Les exportations de cotonnades tissées sur place, qui étaient presque tombées à zéro après 1833, se rétablirent après 1868, s'élevant de 238 piculs * cette année-là à 30 100 piculs en 1900, la montée la plus brusque ayant eu lieu après 1833, bien que les importations de cotonnades manufacturées aient jouit dans le même temps d'une croissance ininterrompue ¹⁷. Parallèlement à ces gains dans l'industrie et le commerce, les transports, les moyens de communication et les facilités bancaires se développèrent. En 1878, un système postal moderne apparut. Une ligne télégraphique s'étendit de Shanghai à Tientsin en 1881. La Banque commerciale de Chine fut organisée en 1896 avec des capitaux entièrement chinois. D'autres lignes télégraphiques, d'autres banques, devaient très vite s'ajouter en nombre croissant.

Dès l'origine cependant, le capital chinois était perdant dans sa lutte contre la concurrence étrangère. Le Traité de Shimonoseki, qui mit fin à la guerre sino-japonaise en 1895, accorda aux étrangers le droit de construire des usines en Chine. Une profusion d'entreprises s'édifia rapidement pour profiter des avantages d'une main-d'œuvre chinoise abondante et bon marché. La supériorité de l'équipement technique et des connaissances des étrangers, alliée aux privilèges spéciaux économiques et politiques dont ils jouissaient, désavantagèrent immédiatement leurs rivaux chinois. Non seulement les Chinois étaient limités par leurs techniques et surchargés d'impôts, ce dont les étrangers étaient dégagés, mais encore ils dépendaient du marché étranger pour acquérir des facilités de crédit, les

* Picul, terme de pidgin = 60 kg environ.

machines et une grande variété de produits manufacturés que la Chine ne pouvait encore fabriquer. Les industriels chinois, fraîchement éclos, tâchèrent de surmonter ces handicaps en exploitant plus intensivement leur main-d'œuvre. Mais il se passa peu de temps avant que le désir de créer des conditions plus favorables aux opérations du capital chinois ne se fraie aussi un chemin dans l'arène politique, sous la forme d'une agitation visant à modifier un régime qui ne correspondait plus désormais aux besoins des intérêts économiques naissants.

Dans les années qui suivirent la défaite de la révolte Taiping, Li Hung-chang prit la responsabilité d'une série de tentatives limitées pour moderniser le régime. Ouvrant, d'un côté, de nouvelles entreprises industrielles, Li introduisit également l'amorce d'une armée et d'une marine modernes, insista sur la nécessité d'introduire des changements dans les écoles, et envoya à l'étranger des groupes d'étudiants, afin qu'ils acquièrent, pour le bénéfice de la Chine, les secrets de la puissance économique et politique occidentale. L'attaque japonaise de 1894 mit brusquement fin à ces efforts. La défaite, la nouvelle amputation de territoire et la nouvelle attaque des puissances qui suivit, firent affleurer de nouvelles tendances politiques. On rechercha des transformations plus rapides et plus radicales.

Deux courants distincts dominèrent la vie politique après 1895. Le premier souhaitait réformer la cour impériale et l'adapter aux nouvelles exigences; il rêvait d'un empereur qui jouerait le rôle de Pierre le Grand et d'un gouvernement qui ressemblerait à la monarchie constitutionnelle anglaise. Le second préconisait le renversement de la dynastie mandchoue et l'établissement d'une République chinoise sur le modèle américain ou français. Les dirigeants mandchous entrèrent dans la dernière phase de leur déclin en cédant peu à peu aux réformistes, et se rapprochèrent du jour où il leur faudrait abdiquer en faveur des révolutionnaires.

Les réformateurs commencèrent par réformer Confucius. Audacieusement, ils le présentèrent, non plus comme le classique défenseur du *statu quo*, mais comme un libéral progressiste. Ils tentèrent de couler dans les vieux moules de la pensée chinoise sociale, politique et économique, les idées d'Adam Smith, de John Stuart Mill, d'Herbert Spencer et de Thomas Huxley, dont les œuvres commençaient à apparaître en traductions chinoises. Convaincus que la nation pourrait être transformée par édit impérial,

ils crurent leur cause gagnée lorsqu'ils trouvèrent audience auprès du jeune empereur Kuang Hsü, et déclenchèrent la fameuse réforme des « Cent Jours ». En 1898, ils publièrent toute une série de décrets radicaux qui visaient à transformer le gouvernement archaïque des Mandchous en un appareil étatique moderne. Ils réclamèrent la fondation d'écoles, un système électoral, la suppression des abus fiscaux et de la corruption des fonctionnaires. Ils ordonnèrent que le commerce et l'industrie reçoivent une aide gouvernementale et ils réclamèrent la démocratisation du régime.

Malheureusement pour ces réformateurs, le courant d'idées neuves qui s'échappait des portes austères de la Cité Interdite descendit dans les douves en tourbillonnant, et y stagna. Aux yeux des vieux mandarins et magistrats, il semblait que l'empereur fût devenu fou, puisque ses ordres paraissaient vouloir les dépouiller de tous leurs droits et détruire toutes les institutions qui avaient été canonisées par des siècles d'usage. Les édits se succédaient, réclamant obéissance à l'Empereur, mais les fonctionnaires auxquels ils s'adressaient doutaient maintenant fortement que la volonté impériale détint toujours le mandat du Ciel. Ces doutes furent très vite confirmés à la cour impériale elle-même, où l'opposition à la réforme se cristallisa autour de l'impératrice douairière. En septembre 1898, elle fit emprisonner son neveu et effaça de quelques coups de pinceau toutes les réformes dont il avait été le garant.

Elle fit exécuter quelques-uns de ses conseillers. Quant aux autres, et notamment les chefs K'ang Yu-wei et Liang Ch'i-ch'ao, ils échappèrent de justesse à la mort, et s'exilèrent. Ces intellectuels avaient tenté, pendant les « Cent Jours », d'adapter le régime mandchou aux idées occidentales, en commençant par le sommet. Ils croyaient qu'un monarque éclairé suffirait à remplacer une classe sociale, seule capable d'effectuer les changements nécessaires. Malheureusement, la « volonté impériale » s'avéra impuissante à modifier l'appareil social existant. L'empereur, après tout, ne personnifiait que son propre appareil étatique : lorsqu'il lui demanda de se détruire lui-même, il n'est pas étonnant que celui-ci résistât fortement. Contre l'inertie du mandarinat, les réformateurs s'avèrent impuissants¹⁸.

Si la bureaucratie conservatrice mandchoue avait pu faire échec aux faibles tentatives de réformes, que ne

soutenaient qu'un petit nombre d'individus, elle n'allait pas pouvoir s'opposer aux facteurs puissants et variés qui complotaient sa ruine. Elle chancela sous les coups répétés des impérialistes occidentaux. Dans les premières années du siècle, les puissances, l'une après l'autre, réclamèrent avidement des concessions territoriales, commerciales et ferroviaires¹⁹. A l'intérieur du pays, la destruction de la vieille économie artisanale, le coût élevé de la vie, de nouvelles inondations et des sécheresses, avaient bouleversé les conditions normales de la vie, et amenèrent un très large mécontentement des masses. L'état d'esprit et les conditions étant tels, une autre révolte populaire, de type primitif, surgit, cette fois-ci dans les provinces du Nord, où d'anciennes sociétés secrètes renaissaient, florissaient et tournaient la colère du peuple contre tous les barbares étrangers, aussi bien occidentaux que mandchous. Reculant devant le mouvement des réformes la bureaucratie mandchoue, avec, à sa tête, l'impératrice douairière, dut se rabattre sur le dangereux expédient de tourner cette révolte antimandchoue en une arme contre les étrangers détestés. Elle appuya officiellement les 1 Ho Ch'üan (Poings de Concorde et de Justice), cette société insurgée qui sera connue des étrangers sous le nom de « Boxers ». Les révoltés changèrent leur slogan : « A bas les Mandchous! Protégez les Chinois! » en : « A bas les Étrangers! Vive la Dynastie Impériale²⁰! ». Il en résulta un nouveau désastre. Les féroces soulèvements primitifs furent écrasés par les forces alliées étrangères. Les vainqueurs imposèrent de lourdes sanctions à la Chine, dont une indemnité de 350 000 000 dollars américains et une demande de nouveaux avantages militaires pour les forces étrangères lors du Protocole Boxer de 1901.

Dans les années qui suivirent, la Chine devint spectatrice impuissante et victime des rivalités, conflits et demandes des puissances. Le sort des lignes de chemins de fer, des concessions et de toutes les provinces chinoises fut décidé par les chancelleries européennes. Le contrôle de la Mandchourie et de la Corée fut déterminé par la guerre qui se livra, à travers le territoire chinois, entre la Russie et le Japon, en 1904-1905, et fut décidé par un traité, d'après lequel les possessions chinoises furent librement échangées sans que le gouvernement chinois ait été consulté. La cour mandchoue ne représentait désormais plus, de façon effective, aucune fraction de la population chinoise, ni ne pouvait offrir de résistance à la

destruction progressive de son pouvoir et de sa souveraineté.

Déçue dans ses espoirs de réformes, l'intelligentsia chinoise se lança dans une propagande en faveur de la révolution. Elle découvrit que la dynastie s'était survécue à elle-même et y crut profondément. Étudiants et intellectuels tournèrent le dos au réformiste K'ang Yu-wei, pour écouter plus attentivement la voix d'un autre exilé, Sun Yat-sen. Sun avait fait partie de ceux qui, en 1895, avaient adressé à l'empereur des pétitions réformistes. Cependant, son développement politique avait été radicalement différent de celui des plus éminents réformateurs de cette époque. Né dans un village près de Canton pendant l'année qui suivit l'écrasement final de la révolte Taiping, Sun, dans son enfance et dans sa jeunesse, entra en contact avec des radicaux de vieille souche, imbibés de la tradition Taiping de révolte armée. Jeune homme, il fut envoyé à Honolulu, et il se fit chrétien. Il revint en Chine pour entamer une longue carrière de conspirateur révolutionnaire, dans le but de renverser la dynastie. Sa première tentative, en 1895, échoua, et Sun s'exila, cherchant et gagnant pour son programme révolutionnaire des appuis parmi les Chinois d'outre-mer.

Les Chinois d'outre-mer allaient jouer un rôle essentiel dans le développement de la révolution chinoise. La plupart de ces Chinois émigrés gagnaient péniblement leur vie comme travailleurs sous contrat, et quelques-uns d'entre eux retournaient éventuellement en Chine avec de petites économies. D'autres s'enrichissaient par le commerce avec les Indes, les mers du Sud, l'Europe et les États-Unis. La forte protection qui entourait les ressortissants étrangers contrastait vivement avec le caractère désarmé des Chinois d'outre-mer, face à la discrimination et aux abus économiques et raciaux. Ce fut parmi eux que grandirent de forts sentiments nationalistes, bien avant qu'ils ne se développent en Chine même, où ces mêmes facteurs qui entravaient l'expansion du capitalisme chinois entravaient également la montée d'un mouvement révolutionnaire nationaliste bourgeois efficace. Les puissants liens de la race, de la famille et de la tradition, unissaient les émigrés d'outre-mer à leur terre natale, et ce fut d'eux que vinrent les premiers soutiens financiers et moraux au mouvement révolutionnaire. Il est intéressant de constater que seul un petit nombre de riches Chinois d'outre-mer se joignit à la lutte pour une République chinoise

forte et indépendante. La majeure partie de l'argent que Sun parvint à réunir vint, en petites sommes, de ces travailleurs sous contrat et de ces petits marchands qui furent les premiers à soutenir son programme.

Son programme était de renverser la monarchie par une insurrection militaire. Il commença par attirer à lui beaucoup de réformistes désillusionnés et la plus grande partie de la nouvelle génération d'étudiants, en particulier ceux qui affluèrent au Japon après 1895, et en bien plus grand nombre après 1900. En Chine, le mouvement forgea des liens avec les vieilles sociétés secrètes. Les nouveaux éléments, issus de l'intelligentsia des villes et des campagnes, donnèrent à ces organisations une couleur nationaliste et démocratique qu'elles n'avaient jamais possédée auparavant. Les étudiants qui allaient à l'étranger et en revenaient bourrés d'idées neuves et de ferveur radicale, trouvèrent partout des auditeurs prêts à les entendre. Le mécontentement à l'égard de l'ordre existant grandit. La victoire des Japonais sur les Russes, en 1905, fit apparaître l'Occident comme moins invincible. La révolution russe de 1905 impressionna les intellectuels chinois et eut une influence précise, en amenant la cour à faire des concessions ²¹. Marchands et capitalistes chinois commencèrent à s'affirmer plus audacieusement : rien ne le montre mieux que les boycotts qui s'opérèrent en 1905 contre les États-Unis et, en 1908, contre le Japon.

Ces boycotts prirent un large caractère populaire. Ils furent soutenus par les guildes marchandes et par la presse populaire qui commençait à paraître. Le boycott antiaméricain avait débulé en réaction à l'attitude abusive qui oppressait les émigrants chinois aux États-Unis. Il révéla la montée d'un nouvel esprit de confiance et de solidarité parmi les marchands et les petits capitalistes des côtes chinoises. Il resserra les liens entre les Chinois des États-Unis et ceux de Chine. Il aida à briser les barrières entre les groupes. La campagne de boycott fut plus puissante à Canton, patrie de la majorité des Chinois d'Amérique, mais elle eut également de bons résultats à Shanghai et à Tientsin, de même qu'outre-mer, à Singapour. Peut-être plus significatif fut le défi non dissimulé que lancèrent les autorités impériales, en réponse à la pression diplomatique américaine, en faisant paraître un édit contre le boycott. Le boycott antijaponais de 1908 eut un caractère encore plus spécifiquement antigouvernemental. Il fut une riposte à la soumission servile des autorités chinoises

envers le Japon à propos d'un incident de navigation. Des marchands brûlèrent des marchandises japonaises et les dockers refusèrent de décharger des navires japonais, constituant peut-être ainsi la première participation directe des travailleurs chinois à la lutte anti-impérialiste de ce siècle ²².

La demande d'annuler la concession qui avait été octroyée à une firme américaine pour la construction de la ligne de chemin de fer reliant Canton à Hankow, fut la conséquence directe du boycott antiméricain. Désormais, c'était autour de la question des concessions de chemins de fer qu'allait se développer l'opposition à la cour impériale parmi les riches marchands des provinces et la *gentry*. Des plans pour la construction de lignes de chemins de fer reliant Canton, Hankow, Changsha et Chengtu étaient déjà tracés, et des compagnies avaient été établies avec des capitaux chinois pour mettre ces plans à exécution. Le gouvernement de Pékin, alors guère plus qu'un groupe de fonctionnaires vénaux, s'enrichissant des pots-de-vin qu'ils tiraient des octrois de concessions aux intérêts étrangers, utilisa l'argent étranger pour accaparer les possessions chinoises, déjà investies dans divers projets ferroviaires, afin de transférer ces projets aux étrangers. Les jeunes magnats des chemins de fer chinois résistèrent farouchement à de tels agissements, en particulier dans le Hunan, le Hupeh et le Szechwan. Les sociétés révolutionnaires souterraines ²³ en profitèrent pour identifier le régime mandchou aux rivaux étrangers haïs; et de nouvelles couches des classes privilégiées se décidèrent à lutter contre la monarchie. Une émeute au Szechwan, précisément à ce sujet, devait finalement provoquer une révolte ouverte.

La dynastie passa les dix années qui lui restaient à vivre sous la menace d'un effondrement total, et elle ne différa cet effondrement qu'en cédant aux exigences de réformes. L'impératrice douairière et ses conseillers furent obligés de faire des compromis devant l'inquiétude menaçante qui grandit après l'affaire des Boxers. Il leur fallait céder ou déchoir. En 1906, la cour mandchoue, maîtresse absolue de l'Empire Céleste pendant près de deux cent cinquante ans, dut reconnaître à contrecœur le « principe » d'un gouvernement constitutionnel. Dernier représentant énergique de la dynastie, l'impératrice douairière mourut à la fin de 1908. Elle entraîna dans sa tombe l'empereur prisonnier, Kuang-Hsü. Ses plus vieux conseillers la sui-

virent peu après. L'empereur Hsüan T'ung*, prit place sur le Trône du Dragon. Le régent était stupide et incompetent; la cour dégénéra en un marécage de népotisme avide et de rivalités de cliques. Des réformes de papier, plus nombreuses, mais aussi plus mesquines, furent accordées. En 1910, des assemblées provinciales, semblables aux zemstvos sous le tsar de Russie, apparurent, résultant d'élections « populaires » rigoureusement limitées²⁴. Ces assemblées n'avaient qu'un droit de délibération, et elles ne pouvaient délibérer que sur des sujets ordonnés par le Trône. Mais ces assemblées de « longues robes », soigneusement choisies, entrèrent elles aussi en conflit avec la cour. Elles insistèrent sur le fait que seul un gouvernement plus large et plus responsable pouvait conserver la monarchie. Des délégués des assemblées provinciales se réunirent en un corps national à Pékin, et tentèrent désespérément, en dépit de la résistance de la cour, de hâter la réforme parlementaire. Si quelques changements avaient pu être introduits, la poigne de l'ancien régime qui étranglait encore les nouveaux corps, n'en faisait pas moins de vaines fictions. L'assemblée, qui se composait de délégués impériaux et d'amis éminemment sûrs des vice-rois, discuta du degré de parlementarisme qu'il faudrait introduire pour sauver la monarchie. Tandis qu'ils se disputaient, la révolution les surprit, eux et la cour qu'ils essayaient de sauver.

Une émeute locale contre les fonctionnaires impérialistes dans le Szechwan, en septembre 1911, fut suivie, en octobre, de la révolte de la garnison de Wuchang. Lorsque les troupes impériales qui stationnaient à Lanchow refusèrent de marcher contre les rebelles, les jours de l'autorité mandchoue furent enfin comptés. Alors que la révolte s'étendait, la cour offrit abjectement de renoncer à toute prétention à l'autorité en échange d'un semblant de pouvoir. Mais il était trop tard : l'empire tombait en morceaux, et avec lui l'« assemblée nationale » dont il avait faiblement tenté d'agiter la bannière à la face de son destin imminent.

La corrosion interne avait déjà réduit la dynastie à néant. Il ne suffisait que d'une infime poussée pour l'effacer. La révolution de 1911 créa suffisamment d'énergie pour

* Autrement connu sous le nom de Henry Pou-yi, qui devait s'élever, pour tomber à nouveau, comme empereur K'ang Te de l'Etat fantoche du Manchoukouo, dirigé en fait par le Japon.

produire cette infime poussée, mais ce fut tout. Aucune classe, ni aucun groupe n'en émergea qui aurait pu transformer le pays, résoudre la crise agraire, regagner une indépendance nationale et créer la force nécessaire pour résister aux pressions et incursions des puissances impérialistes. Avec les premières révolutions bourgeoises occidentales de type classique, la classe capitaliste naissante avait pu gagner et consolider son pouvoir en mettant fin aux rapports féodaux sur les terres. Mais en Chine, cette classe s'identifiait trop étroitement avec ces rapports pour pouvoir aider la paysannerie appauvrie à sortir de ses difficultés. Aucun des révolutionnaires de 1911 ne tenta même d'agir dans ce sens. Les masses populaires ne jouèrent aucun rôle dans le renversement de la dynastie. Leur passivité permit au vieil appareil militaire et civil des provinces de continuer à exercer sa puissance sur une base locale, exception faite de la sanction dynastique qui de toute façon avait depuis longtemps perdu son autorité. L'une des rares manifestations populaires de cette transformation, fut la disparition progressive de la queue de cheveux, imposée au peuple des siècles auparavant comme insigne de sujétion, par les conquérants mandchous.

L'autorité centrale nominale ayant disparu, le pouvoir passa aux mains de satrapes provinciaux ou régionaux, auxquels on confia le soin de maintenir le système social existant. Par leur intermédiaire, la pression qui s'exerçait sur les paysans, au lieu de se relâcher, se resserra. La forte répression étrangère dans la vie économique et politique du pays se renforça. Les puissances régionales qui se formèrent, correspondirent en gros aux « zones d'influence » respectives des grandes puissances. Les militaristes du Yunnan et du Kwangsi du Sud tombèrent sous l'influence et le contrôle de la France. L'influence britannique se renforça dans les vallées des grands fleuves, dont l'économie était contrôlée par Hong-Kong et Shanghai. Par des traités secrets, la Russie et le Japon se partagèrent les provinces de Mandchourie. Les guerres civiles qui très vite se déroulèrent entre ces militaristes et gouvernements rivaux finirent par refléter considérablement les luttes que se livraient les principales puissances impérialistes intriguant pour obtenir les postes économiques principaux. C'est par cela que l'on peut distinguer la période qui suivit 1911, des périodes semblables de guerres civiles, division et confusion, qui avaient suivi l'effondrement des dynasties précédentes.

Les intellectuels révolutionnaires, qui avaient conspiré avec tant de ferveur à la chute de la monarchie, furent écartés de la suite des événements. Ils n'avaient pu tirer des forces d'aucun mouvement populaire authentique. La révolution avait eu lieu presque indépendamment de leurs efforts. Par la suite, ils devinrent les simples auxiliaires des militaristes qui prirent le pouvoir. Les parlements et constitutions qu'ils élaborèrent alors ne furent les organes d'aucun pouvoir politique réel, mais plutôt les ornements tolérés ou utilisés au gré des militaristes dont leur protection dépendait. Ainsi Sun Yat-sen, revenu triomphalement d'exil, nommé président de la République chinoise, dut-il rapidement céder à Yüan Shih-k'ai, général d'ancien régime qui avait pris le commandement de Pékin, et se considérait comme le fondateur d'une nouvelle dynastie. Ceux des intellectuels qui n'étaient pas devenus secrétaires ou ronds-de-cuir sous le règne des généraux illettrés, s'éloignèrent de la politique, pour tomber dans un désespoir passif. Sun Yat-sen et les vestiges de son parti, le Kuominlang, inscrivirent sur leur bannière le slogan : « Protégeons la constitution. » Mais ce qu'ils recherchaient en fait, c'était la protection d'une de ces factions de généraux qui, de leurs retranchements, s'épiaient entre elles. Ils perdirent à ce jeu avec une parfaite régularité. Seuls les généraux gagnèrent.

Après la chute de la monarchie, le pays semblait aller de mal en pis. Les guerres civiles et le règne des généraux approfondissaient la misère dans les campagnes. Les exactions augmentaient; la terre était laissée à l'abandon; la production agricole diminuait. Les importations de riz et de blé devinrent nécessaires. Des famines et des inondations mal contenues causèrent la perte de nombreuses vies humaines. Des millions de paysans, chassés de leurs terres, vinrent grossir les hordes des militaristes, ou passèrent au brigandage, ce qui revenait souvent au même. L'imposition rigoureuse et les réquisitions militaires hâtèrent la destruction de l'économie agraire et condamnèrent la majorité de la population à une sous-alimentation chronique. Il semblait que la production intérieure ne puisse jamais absorber le surplus abondant de main-d'œuvre qui s'entassait dans les villes. Mais c'était précisément dans ce secteur qu'on allait assister à de spectaculaires transformations, conséquence directe de l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Cette guerre accapara l'attention et toute la capacité

de production industrielle des nations occidentales. Les producteurs chinois virent soudain s'ouvrir devant eux, dans leur propre pays, un vaste marché, dans des circonstances qui, temporairement, n'avaient plus à souffrir de la constante pression qu'exerçait la concurrence étrangère. Grâce aux demandes de guerre, la balance commerciale chinoise, défavorable, s'abassa à un niveau sans précédent, atteignant seulement 16 000 000 de taels en 1919, principalement en raison d'une brusque augmentation des exportations. Si l'on prend 100 comme référence pour l'année 1913, les importations furent de 91,6 en 1914, et de 105,9 en 1919. Les exportations passèrent de 83,8 en 1914 à 140,1 en 1919²⁵. L'essor que prit la croissance industrielle fut encore plus significatif. Les importations de machines industrielles, qui atteignaient 4 380 749 taels en 1915, s'élevèrent à 56 578 535 taels en 1921. Le nombre des filatures qui était de 42 en 1916, monta à 120 en 1923, et celui des broches de coton passa de 1 145 000 à 3 550 000. Il y avait 56 filatures de soie en 1915 et 93 en 1927. Il existait 4 usines de cigarettes en 1915 et 182 en 1927²⁶. En prenant toujours 100 comme référence pour 1913, on a les chiffres suivants pour l'année 1923 : production charbonnière, 183,5 ; production en minerai de fer, 180,6 ; exportations de soie, 152,3 ; exportations d'oléagineux, 432,5 ; broches à coton, 403,9. En même temps, on assista à un accroissement plus faible, mais significatif, dans les transports sur terre et sur mer.

Parallèlement à cette croissance, la structure du monde des affaires subit de grandes modifications. Les formes corporatives furent largement adoptées. Les banques se multiplièrent. Alors que les machines remplaçaient la production artisanale, la vieille relation maître-journalier-apprenti commença lentement mais progressivement à céder, dans les secteurs économiques stratégiques, à la relation actionnaire-directeur-ouvrier.

La montée des forces productives fit naître une nouvelle concurrence entre les ambitions du capital chinois, les intérêts étrangers enracinés, et la structure existante des privilèges économiques et politiques des étrangers. Elle ouvrit également la lutte entre la nouvelle classe des travailleurs industriels et leurs patrons, qu'ils soient étrangers ou chinois. De frais courants nationalistes jaillirent de ces nouvelles sources, qui allaient entraîner la Chine dans les soulèvements des dix années qui suivirent.

Chapitre 2

LA CRISE CHINOISE : LA STRUCTURE DES CLASSES

Le retard avec lequel la Chine a entrepris de bouleverser ses structures sociales est à l'origine des contrastes qui la marquent si profondément aujourd'hui. Obligée de s'intégrer dans un système embrassant le monde tout entier, la Chine a dû passer d'un bond de l'araire au tracteur, du palanquin à l'avion. L'impérialisme occidental a obligé l'Empire Céleste à trouver sa place dans un monde terrestre qui le devançait matériellement. La Chine n'eut aucune occasion de passer par une évolution progressive, aucune occasion de connaître chaque phase d'un développement que le monde occidental dominant avait déjà connu. Tardivement forcée à prendre place dans le courant principal de l'histoire mondiale, la Chine devait faire un gigantesque bond en avant. Elle devait essayer en quelques décennies de faire ce que l'Occident avait mis des siècles à accomplir. Cet arrachement ne pouvait se produire sans les plus profondes convulsions ; et explique le tumulte, la rapidité, l'ampleur, la profondeur, le caractère explosif des événements qui ont eu lieu en Chine dans ces quarante dernières années.

Pour accomplir ces modifications nécessaires, la Chine ne devait pas seulement rompre nettement avec son passé ; elle avait encore à transformer son présent. Les obstacles anciens et nouveaux devaient être brisés en même temps. La pénétration impérialiste avait amené les instruments du capitalisme moderne, les techniques les plus avancées dans le domaine industriel, dans celui des transports, des communications et des finances. En les adaptant à ses propres besoins, l'impérialisme aidait à perpétuer les formes précapitalistes de l'organisation sociale chinoise,

les marchands, les landlords et les fonctionnaires. Les usines et les chemins de fer construits par l'étranger l'étaient de telle sorte que l'on puisse tirer les meilleurs profits de l'arriération dans laquelle baignait la Chine. En monopolisant les positions stratégiques de l'économie chinoise, en exportant les bénéfices, le système impérialiste raffait les avantages du développement « naturel », ou indépendant, de ressources qui auraient pu élever le niveau de vie du peuple chinois, et assurer à la Chine une position moins inégale dans la compétition avec l'ouest avancé. L'existence de « sphères d'influence étrangères » empêchait la Chine de parvenir à un degré satisfaisant de cohérence interne, d'unification. Si le peuple chinois devait échapper à son intolérable pauvreté, il fallait laisser les forces productives s'épanouir librement. Pour commencer, le paysan devait retrouver un intérêt pour sa terre ou pour son travail. L'industrialisation devait instaurer des rapports nouveaux entre les villes et les campagnes, dont les unes et les autres eussent pu profiter. Tels étaient les problèmes de la révolution chinoise.

Les événements accablants de ces vingt dernières années, la crise économique mondiale, l'invasion japonaise, la guerre du Pacifique, l'effondrement du Japon, la guerre civile en Chine, l'inflation, amenèrent la crise chinoise à un paroxysme qui déboucha sur la conquête du pouvoir par les communistes, en 1949. Ces événements modifièrent les relations politiques et économiques de l'étranger avec la Chine. Des traités signés pendant la guerre mirent fin à l'exterritorialité et aux autres privilèges acquis au siècle dernier. Le rôle économique de l'étranger en Chine fut également altéré par les dislocations du temps de guerre et par les changements politiques qui s'ensuivirent. Mais le problème fondamental est toujours le même; c'est celui qui jeta la Chine dans un soulèvement révolutionnaire voici vingt ans. La Chine a souffert d'être un vaste pays surpeuplé et arriéré, dans un monde qui lui a refusé toute occasion de se rattraper. La pression extrême de populations en croissance démesurée, habitant des vallées surpeuplées, n'a pas été simplement le résultat d'une arriération technique, mais d'un système de relations sociales complètement ancré, par lequel l'arriération était préservée. Les événements de 1925-27, aussi bien que des événements plus récents, trouvent leur racine dans la lutte des paysans chinois pour survivre.

Lorsque après 1919 la Chine entama une nouvelle

période de lutte révolutionnaire, il était clair que toute transformation radicale de la vie chinoise devait commencer par rendre aux paysans leurs terres et le produit de leur travail. C'était le seul moyen d'abolir l'ancien système de tenure des terres. C'était la première étape indispensable d'une éventuelle transformation de l'économie rurale, d'une augmentation de la productivité agricole par une structure et des méthodes nouvelles. Plus des trois quarts de la population chinoise, plus de trois cents millions d'individus, dépendent directement de la terre pour leur subsistance. Les problèmes de ces millions de gens, c'est le problème de la Chine. Leur pauvreté, c'est la pauvreté de la Chine. Tous les espoirs de la Chine pour l'avenir dépendent de la libération de l'énergie productive de ces masses. Jusqu'à présent, ils étaient saignés à blanc par un système qui les privait aussi de la terre elle-même sans leur accorder aucune contrepartie.

L'économie rurale chinoise était caractérisée par les traits suivants : premièrement, une concentration de plus en plus rapide des terres entre les mains d'une fraction de plus en plus étroite de la population. Deuxièmement, le transfert des titres de propriété de la plus grande partie des terres à des landlords, des fonctionnaires gouvernementaux, des banques, des capitalistes urbains; ceux-ci ne résidaient pas sur place, mais ils contrôlaient le capital commercial, qui pénétrait dans les campagnes les plus reculées par l'intermédiaire des marchands et des usuriers locaux; ce capital était à son tour dominé par le capital étranger et le régime du marché mondial. Troisièmement, la dislocation et le déclin de la production agricole; c'était là la conséquence d'un usage non économique d'une terre de plus en plus parcellarisée, le résultat du maintien des méthodes agricoles les plus archaïques, des dures impositions des grands propriétaires, des usuriers, de l'État; le résultat aussi des ravages de la famine, des inondations, de la sécheresse, des passages d'armées en guerre, grossies par des hordes de paysans privés de leurs terres.

Les études scientifiques effectuées récemment ont détruit l'illusion, très répandue, que la Chine était un pays de petits propriétaires relativement à l'aise. A partir d'études détaillées faites sous sa direction, le professeur Chen Han-seng* estimait en 1936 que 65 % au moins de la

* Le professeur Chen définit les catégories suivantes : « Lorsqu'une famille paysanne est en mesure de vivre de la terre sans que son travail soit directement exploité, sans exploiter d'autres individus, nous pouvons dire

population paysanne était totalement privée de terres ou « avide de terres », c'est-à-dire possédant des parcelles de terre trop petites, et trop grevées par les conditions d'un régime qui leur était hostile, pour en vivre, au simple niveau de la subsistance¹. Les différences entre les terres possédées et labourées et entre le travail consacré à la terre ou exploité sur cette terre déterminant les plus profonds clivages à l'intérieur de la population paysanne.

Les conditions de possession des terres offrent le reflet le plus fidèle des rapports de classes à la campagne. Une estimation officielle, faite en 1927, soutenait que 55 % de la paysannerie chinoise étaient entièrement privés de terres, et que 20 % en possédaient une quantité insuffisante. On calcule que 81 % des terres cultivables étaient aux mains de 13 % de la population rurale². Ces évaluations ont été pour la plupart établies plus tard. Dans le Nord, où prédominait la propriété individuelle, l'étude d'un simple district fournissait l'échantillon suivant : bien que 5 % seulement de la population agricole soient des locataires, 70 % possédaient moins de 30 % des terres cultivées en lopins de 10,9 mous, soit deux tiers d'hectare. Dans un autre district, 65,2 % de la population occupaient 25,9 % de la terre, sous forme de parcelles de moins de 7 mous, soit moins d'un demi-hectare. Les landlords et les paysans riches, 11,7 % de la population, possédaient 43 % de la terre, et les paysans moyens le reste.

Dans la vallée du Yangtze, où la population est de loin la plus dense, où l'influence étrangère s'était d'abord fait sentir, et où la commercialisation de l'agriculture était

qu'une famille de ce genre appartient à la classe des *paysans moyens*. Le statut des paysans moyens servira de référence pour déterminer les deux autres classes de la paysannerie. Lorsqu'une famille paysanne utilise un ou plusieurs ouvriers agricoles à la journée ou à la saison durant les périodes chargées, dans une mesure représentant au total une puissance de travail supérieure à celle dépensée par une famille de paysans moyens pour sa subsistance, ou lorsque la terre que cette famille cultive dépasse la superficie qu'utilise une famille de paysans moyens, nous dirons que cette famille est une famille de *paysans riches*. Dans le cas de familles cultivant deux fois plus de terres que les paysans moyens dans leur village, nous les classons sans hésitation parmi les paysans riches, sans autre considération des rapports de travail. Les *paysans pauvres* sont comparativement plus faciles à reconnaître. Toutes les familles paysannes cultivant un nombre de mous (un mou = un quinzième d'hectare) inférieur à celui des paysans moyens et dont les membres, en dehors des produits de leur propre culture, doivent recourir à des travaux auxiliaires, appartiennent aux paysans pauvres en général. Ceux des paysans pauvres qui ne cultivent aucune terre, mais se louent, ou qui cultivent une parcelle si réduite qu'ils doivent principalement vendre leur force de travail pour vivre, seront appelés des *ouvriers agricoles*, mais on considère qu'ils appartiennent toujours à la paysannerie. *Agrarian Problems in Southernmost China* (Shanghai, 1936), p. 8.

plus avancée, la disproportion était encore plus grande. Dans un district du Chekiang, les enquêteurs trouvèrent que 3 % de la population possédaient 80 % de la terre. A Wusih, un autre district de Chine centrale, 68,9 % de familles paysannes possédaient 14,2 % de la terre sous la forme de lopins d'1,4 mou, moins d'un dixième d'hectare. Les landlords et les paysans riches, 11,3 % des familles, possédaient 65 % de la terre³. Une étude différente faite dans la province du Kwangtung⁴ révéla que les possesseurs de terres, pauvres, moyens ou riches, de la province, formaient 12 à 32 % de la population, et les ouvriers agricoles et les paysans louant leurs terres, 68 à 88 %. Sur les 64,3 % de la population que représentaient les paysans pauvres d'une zone, les enquêteurs trouvèrent que 60,4 % n'avaient pas de terre. La moyenne effectuée pour tous les districts montrait que plus de la moitié de la population agricole ne possédait pas de terre. De toute la terre cultivée par les paysans pauvres, 17,2 % leur appartenaient, et le reste était loué. La superficie moyenne possédée par une famille de paysans pauvres tournait autour de 0,87 mous, et la superficie moyenne cultivée, en comptant les terres louées, 7,7 mous. Le nombre de mous nécessaires pour fournir une subsistance élémentaire à une famille paysanne était évalué entre 6 et 10, le double de ce que cultivaient les paysans louant leur terre.

Cette concentration extrême des terres provenait en partie de l'aliénation progressive des terres, autrefois considérables, appartenant à l'État, aux temples, à des communautés; et à la conversion de vastes tenures appartenant à des clans ruraux en propriétés privées de petits groupes de chefs de clans puissants. Le déclin régulier de la production agricole, et l'augmentation des charges pesant sur les épaules des paysans, leur firent bientôt perdre la terre qui leur restait. L'habileté que le paysan déployait pour tirer le maximum de son lopin de terre ne pouvait se comparer aux résultats des progrès scientifiques appliqués ailleurs à l'agriculture, et ne pouvait l'aider à enrayer le déclin de la productivité de sa terre. Les deux principales cultures commerciales de la Chine, le thé et la soie, perdirent leur position sur le marché mondial, des concurrents plus modernes obtenant des produits de meilleure qualité⁵.

L'invasion des campagnes par le commerce capitaliste et les marchandises manufacturées à bon marché mit fin à la vieille autarcie économique des paysans. Mais le

pays restait trop arriéré, au niveau des communications et des techniques, pour que le paysan puisse s'adapter à cette évolution. Il fut simplement ruiné. Il devait, pour exister, produire pour vendre, encore que l'exiguïté de sa terre et le caractère primitif de son agriculture rendit difficile, sinon impossible, le succès de cette opération. Non seulement il ne pouvait produire assez pour obtenir un surplus, mais encore il devait s'endetter pour acheter des engrais, pour payer sa nourriture, en attendant la récolte, pour se procurer des graines et pour payer les loyers et la location des instruments agricoles. Pour cela, il devait hypothéquer, non seulement au-delà de sa récolte, mais encore ses terres, à des taux rarement au-dessous de 30 %, et plus souvent encore de 60 % et 80 %. Le fardeau des impôts, les extorsions des militaires enfonçaient de plus en plus profondément le paysan dans ses dettes et le mettaient, lui et sa terre, à la merci des collecteurs d'impôts⁶. Il était plumé sans vergogne par les marchands, parce qu'il ne pouvait pas transporter ses minuscules récoltes à des marchés plus éloignés, et espérer revenir sans en être délesté. Les récoltes étaient accaparées sans obstacles et les prix manipulés au niveau des campagnes par les marchands. Invariablement, après une saison de travail, c'est seulement de ses dettes que le paysan pouvait faire le bilan. Ces dettes l'accompagnaient l'année suivante et se transmettaient à la génération d'après. Perdant sa terre, il devenait locataire et devait remettre au propriétaire 40 à 70 % de la récolte, sans compter les cadeaux, les corvées héritées de la féodalité passée, en particulier une obligation de travailler sans être payé en certaines occasions fixées par la tradition. Les famines, les inondations, la sécheresse, contre lesquelles il était sans défense, lui prenaient bien souvent sa récolte, sa terre lorsqu'il en avait, et fréquemment sa vie. De toute façon, même pendant les meilleures années, sa famille et lui connaissaient la disette. Il vivait un peu mieux qu'un esclave, asservi au propriétaire, au ramasseur d'impôt, au marchand et à l'usurier.

Ce processus, dans ses aspects multiples, plongeait la grande masse des paysans dans un paupérisme permanent et irrémédiable. Des millions de paysans arrachés à la terre se mettaient à mendier, mouraient de faim, devenaient des bandits ou allaient grossir les armées des seigneurs de guerre. Du Sud, ils étaient partis en foule, jusqu'en Amérique, en Malaisie et aux Indes. Du Nord,

ils émigraient vers les régions non développées de la Mandchourie. Des millions d'entre eux engorgeaient les villes, sur le bord des rivières et des côtes, source inépuisable de main-d'œuvre à bon marché que ne pouvaient absorber les industries récentes. Leur travail était encore moins cher que celui des animaux, et à travers toute la Chine, des hommes faisaient le travail de bêtes de somme. La terre était de moins en moins labourée. La Chine, l'un des plus grands pays agricoles du monde, était obligée d'importer des denrées dans des proportions de plus en plus grandes⁷. Le marché extérieur et le marché intérieur avaient commencé à s'effondrer. La structure économique était pourrie jusque dans sa moelle.

Pendant toutes ces années, ces conditions engendraient des éruptions de violence qui devinrent chroniques, mais restèrent localisées. Le banditisme devint aussi endémique dans toute la Chine pendant les années qui suivirent la révolution de 1911. Il était évident que, si une nouvelle bannière révolutionnaire se levait, elle entraînerait les paysans et les enrôlerait dans tout nouvel effort pour changer leurs conditions de vie. Il était également évident que toute nouvelle force politique qui entreprendrait de conduire les masses paysannes vers une nouvelle répartition des terres aurait à entreprendre en premier lieu de soulager les paysans de leurs pires fardeaux, et à leur rendre leur terre.

Cela ne voulait pas dire qu'une simple division et une redistribution des terres assurerait à elle seule le bien-être des paysans. La parcellarisation de la terre était une des maladies fondamentales de l'économie agraire en Chine. Toute transformation révolutionnaire de la société chinoise aurait dû appliquer un programme à long terme et à longue échéance pour développer le rendement de la production agricole dans le cadre d'unités de production plus grandes recourant à des méthodes de culture et d'organisation industrielle modernes. C'est pourquoi une économie paysanne, avec tout ce que cela implique du point de vue limité et étroit de petit producteur isolé, entre dans un conflit fondamental avec les exigences d'un système plus rationnel de production urbaine et rurale. C'est pourquoi le processus d'évolution doit nécessairement être une éducation patiente, une expérimentation et un exemple, une transformation graduelle fondée sur des résultats prouvés. C'est aussi la raison pour laquelle, dès le premier exemple, les conditions pour de tels change-

ments ne peuvent être établies tant que le paysan n'a pas renversé le vieux système qui l'asservissait. Dans une société paysanne arriérée, il est impossible de penser en termes de planification rationnelle et de modernisation avant que le paysan n'ait été aidé à se libérer de toutes les autres servitudes imposées par la société et par une ignorance qui l'écrase. C'est pourquoi ces changements doivent par-dessus tout prendre place, dans cet isolement rural, en tant que partie d'une révision fondamentale de l'économie tout entière.

En Chine, cela signifiait, comme nous l'avons expliqué, que l'économie du pays tout entier devait être libérée pour se développer selon ses propres besoins. Ces impératifs se heurtaient à la formidable barrière du capital étranger, fonctionnant non pas comme combustible pour le bien-être général du peuple, mais comme canal pour drainer les richesses du pays. Dans les années vingt, le capital étranger possédait près de la moitié des filatures de coton, la plus importante industrie du pays. Il possédait un tiers des chemins de fer, et des hypothèques sur le reste. Il possédait et administrait plus de la moitié des navires marchands dans les eaux chinoises, et transportait dans ses propres soutes près de 80 % du cabotage et du commerce étranger de la Chine. Le déficit de la balance commerciale chinoise accumulé de 1912 à 1924 arrivait à un total d'un milliard et demi de dollars, et au double de cette somme durant les dix années suivantes. Entre 1902 et 1914, les investissements étrangers en Chine doublèrent, et les quinze années suivantes doublèrent à nouveau, atteignant un total que l'on estime à trois milliards trois cents millions de dollars. Plus des quatre cinquièmes de cette somme étaient directement investis dans des entreprises industrielles et de transport, et le reste dans des prêts destinés à apprivoiser les différents gouvernements chinois, et à préserver l'emprise étrangère sur les revenus intérieurs et extérieurs ⁸.

Pour regagner le contrôle de ses propres forces productives, la Chine devait donc récupérer ce terrain perdu; elle devait se libérer du contrôle économique et politique des puissances occidentales et du Japon. Elle devait s'unifier, en tranchant les rivalités perpétuées par des satrapes militaires concurrents dans les différentes sphères d'influence étrangères. C'était la seule voie pour restaurer la paix intérieure, se débarrasser du militarisme, et permettre au marché intérieur de se développer par son propre

élan. Pour acquérir la force nécessaire, la Chine avait besoin de la direction politique qui galvaniserait la paysannerie, en ouvrant la voie à une libération de ses fardeaux. La révolution chinoise, en résumé, devait être un mouvement anti-impérialiste, avec les mots d'ordre de la révolution agraire inscrits sur sa bannière.

Qui pouvait l'entreprendre, et comment? La réponse à cette question clé implique une évaluation des forces et des rapports de classe qui existaient à cette époque, et nous parlons maintenant des années qui suivirent immédiatement la Première Guerre mondiale; chaque fraction de la population se situait évidemment dans des rapports différents avec la terre et le capital étranger, et chacune de ces fractions entrerait dans l'arène politique avec des objectifs différents. La paysannerie elle-même, comme l'histoire l'a montré abondamment, ne peut agir indépendamment dans l'arène politique. Elle est profondément divisée en couches dont les intérêts économiques sont violemment antagonistes. C'est la fraction la plus nombreuse, mais aussi la moins unie, la plus éparpillée et la plus arriérée. Elle est localisée et limitée économiquement et psychologiquement. Pour ces raisons, la campagne a toujours été, en Chine comme ailleurs, soumise à la ville. La paysannerie a toujours été assujettie à la classe urbaine capable de centraliser, et d'unifier, et d'exercer un contrôle dans le domaine économique et politique. Sans l'influence centripète de la ville, autour de laquelle l'économie rurale s'organise inévitablement, le paysan est désarmé, en particulier le paysan le plus pauvre, le plus exploité et le plus près de la terre. Ses propres tentatives pour améliorer son sort, sans l'aide et en se méfiant de l'influence citadine, ont presque toujours invariablement pris la forme d'actes de violence isolés sans issue durable.

Cela était particulièrement vrai en Chine, terre sur laquelle des millions de gens étaient appauvris, abrutis par l'inculture et la superstition, si divisés que les coutumes, les habitudes et les dialectes diffèrent profondément d'une province à l'autre, d'une ville à l'autre et même d'un village à l'autre. Les grandes guerres paysannes en Chine ont toujours abouti à une nouvelle stratification à l'intérieur de la paysannerie. Les masses en révolte étaient en général prises en remorque par une fraction du groupe dominant qui cherchait, non à créer une nouvelle société, mais à fonder une nouvelle dynastie. Lorsque le combat était fini, un nouvel empereur s'asseyait sur le trône des

dragons, et les propriétaires relevaient la tête à nouveau. Seul un allié urbain capable de transformer toutes les relations sociales pouvait sortir la paysannerie de ce cercle vicieux historique, la libérer de sa propre minorité exploitante à la campagne, et l'aider à franchir le fossé culturel séparant la ville et la campagne.

En Europe, les révolutions bourgeoises jouèrent voici deux ou trois siècles ce rôle historique. Le schéma a connu bien des variantes, mais l'essor capitaliste de cette époque impliquait essentiellement l'extension des droits de la propriété bourgeoise sur la terre, et une libération du servage afin de permettre le recrutement nécessaire au système industriel récemment créé. En France, en Angleterre, en Hollande, les fractions les plus radicales de la petite bourgeoisie allèrent de l'avant pour aider la paysannerie à briser les liens par lesquels le féodalisme l'avait enchaînée au sol, et poser ainsi les fondations d'États bourgeois solides. Cependant, au *xx^e* siècle, en Chine, un contexte historique différent imposait des solutions différentes. La classe dirigeante chinoise ne pouvait libérer la paysannerie, parce qu'en raison de conditions particulières et du retard de son développement, cette classe dominante était trop liée à l'exploitation de la paysannerie. On sait comment cette classe s'éleva, non comme un regroupement urbain avec une nouvelle base économique, mais au contraire à partir des vieilles classes dominantes chinoises. Au contraire des bourgeois européens du passé, les citoyens possédants en Chine restaient attachés par de multiples liens au système d'exploitation précapitaliste ou semi-féodal de la terre. Les paysans étaient soumis aux déprédations des propriétaires, des usuriers, des marchands, des banquiers, des seigneurs de la guerre, des ramasseurs d'impôts et des fonctionnaires locaux. Les intérêts dominants de ces groupes se confondirent pour devenir les intérêts indistincts de la classe dominante en tant que telle. Il n'était pas rare que le ramasseur d'impôts, des taxes féodales, des intérêts et des loyers ne soit qu'une seule et même personne.

« Tout comme les grands propriétaires en France sous l'ancien régime, les propriétaires en Chine sont souvent des êtres à quatre faces », écrivait le professeur Chen Han-seng dans un résumé frappant. « Ils collectent les loyers, ils sont marchands, usuriers et fonctionnaires de l'administration. Beaucoup de propriétaires-usuriers deviennent des propriétaires-marchands, beaucoup de

propriétaires-marchands deviennent des propriétaires-marchands-politiciens. En même temps, des marchands et des politiciens deviennent également des propriétaires de terres. Les grands propriétaires possèdent souvent des brasseries, des huileries et des silos; d'un autre côté, les propriétaires de magasins et d'entrepôts possèdent des hypothèques sur les terres et quelquefois des créances auprès des grands propriétaires. C'est un fait bien connu que les boutiques de prêteurs sur gages et les magasins d'affaires des grands propriétaires sont infodés d'une façon ou d'une autre aux banques des autorités civiles ou militaires... Tandis que quelques très gros propriétaires terriens pratiquent l'usure comme activité principale, presque tous s'en préoccupent un peu. Beaucoup de propriétaires sont des fonctionnaires ou des officiers⁹... »

Telle était la physionomie réelle de la classe dominante chinoise et du système par lequel elle avait barre sur les paysans. Les rapports fondamentaux qui la régissaient étaient bourgeois par essence. Le féodalisme sous sa forme classique avait disparu de Chine voici plusieurs siècles, lorsque la terre, le moyen fondamental de production, était devenue aliénable. La pénétration du commerce capitaliste dans les villages avait établi une structure économique capitaliste prédominante qui continuait à avoir bien des traits précapitalistes. Ainsi, le propriétaire-marchand-banquier-politicien et ramasseur d'impôts tirait sa richesse de l'usure, de la spéculation, d'hypothèques sur les terres, d'impôts, de profits industriels et de loyers. En même temps, il tirait de vieilles sources de revenus incrustées dans la structure sociale des droits relevant de la féodalité par leur caractère et leur origine : corvées dues aux propriétaires, cadeaux, loyer en nature, travail obligatoire, service militaire, et *likin* (les taxes locales coutumières).

Comme nous l'avons vu, sous la pression impérialiste, la fraction la plus importante de la classe dominante chinoise s'était mise à faire du courtage pour le compte des étrangers, ou des entreprises contrôlées par les étrangers, au moment où les seigneurs de guerre et leur gouvernement devenaient des pions sur l'échiquier des rivalités impérialistes. Maintenant, les industriels chinois regardaient vers l'avenir, espérant développer leur propre patrimoine. Ils commencèrent à chercher un relâchement de l'emprise étrangère sur le pays. Mais ils n'en restaient pas moins tributaires de leurs rivaux étrangers. Le fossé qui les

séparait du peuple était bien plus large et plus difficile à franchir que l'antagonisme entre les étrangers et eux. Ils pouvaient et voulaient obtenir des concessions, réclamer et obtenir une meilleure part des bénéfices, mais ils ne pouvaient espérer satisfaire les masses sans nuire à leurs intérêts. La terre ne pouvait revenir aux paysans sans que soient bouleversés tous les rapports de propriété existants, et sans que la base économique de la classe dominante elle-même ne soit détruite à la ville et à la campagne. Cette réalité fondamentale et inévitable prédétermina les limites dans lesquelles les classes possédantes entendaient maintenir le mouvement révolutionnaire national qui s'éleva après l'année 1919.

Mais ce n'étaient de toute manière pas les limites des perspectives révolutionnaires en Chine. Cette même croissance économique, et les circonstances qui avaient introduit le ferment nationaliste parmi les industriels chinois après la Première Guerre mondiale, avaient également créé une classe ouvrière urbaine qui commençait à participer à part entière aux combats qui se livraient dans l'arène politique. En 1927, on estimait qu'elle représentait près d'un million cinq cent mille ouvriers d'usines, et près d'un million sept cent cinquante mille autres travailleurs (mineurs, marins, cheminots) encore étroitement liés, socialement et économiquement, à la masse des artisans et des ouvriers d'atelier en ville : près de onze millions d'individus¹⁰. Cette nouvelle classe urbaine était encore jeune et inexpérimentée. Les premiers syndicats modernes, distincts des guildes et des compagnonnages d'artisans, n'apparurent en Chine qu'en 1918. Pourtant, moins d'une année après, les ouvriers intervenaient déjà dans la vie politique, se mettant en grève pour soutenir les étudiants nationalistes. Six ans plus tard, un million d'ouvriers chinois participaient à des grèves dont beaucoup étaient immédiatement politiques. Deux ans après, les syndicats chinois comptaient trois millions de membres, et à Shanghai une insurrection victorieuse mettait le pouvoir politique à portée de la main des ouvriers.

L'existence de cette classe dans la société chinoise introduisait un élément entièrement nouveau, et ouvrait des perspectives totalement nouvelles pour la révolution nationale. A la différence du banquier, de l'industriel, du fonctionnaire ou du prêteur, l'ouvrier chinois n'avait aucun intérêt à préserver le système d'exploitation existant à la campagne. Au contraire, il était une victime de ce même

système. De quelque façon que ce soit, ses liens étroits avec la campagne étaient, politiquement, plus à inscrire à son passif qu'à son actif. L'ouvrier typique chinois était tout frais émoulu des rangs de la paysannerie. Il avait encore de la famille quelque part à la campagne, essayant désespérément de survivre. Lui-même était venu à la ville, chassé par les difficultés de la vie à la campagne. L'ouvrier chinois était coupé physiquement de la terre, mais psychologiquement il ne l'était pas. Il n'était pas impossible que le propriétaire qui possédait la terre de sa famille soit l'oncle ou le cousin de son employeur en ville. Mais l'ouvrier chinois, d'un autre côté, s'estimait capable d'affronter ses problèmes d'une façon nouvelle, et avec une puissance plus grande. Au stade de faiblesse où était l'industrie chinoise, le sérieux de l'ouvrier était plus grand que celui de la classe possédante. L'ouvrier le prouva en se lançant rapidement, et même d'une façon décisive, dans la vie politique. Il devint la force politique la plus neuve et la plus significative parmi celles qui prenaient corps et se mettaient en mouvement dans la Chine des années vingt. Il n'était pas mûr politiquement et économiquement, mais la situation dans laquelle il était jeté était mûre pour son intervention. Le cours tout entier de la révolution qui venait, allait être déterminé par la capacité de la classe ouvrière urbaine à assumer la direction des masses paysannes.

Mais cela ne fut pas purement laissé au jeu des seules forces sociales chinoises. L'ouvrier chinois devint l'objet, et finalement la victime, de nouvelles influences qui s'étaient mises en mouvement loin de la Chine. En Russie, il y avait eu une révolution quelques années auparavant, et ses dirigeants avaient proclamé qu'il s'agissait d'une révolution ouvrière marquant le commencement de la fin du monde capitaliste. L'influence de cette révolution se déplaça vers l'est. Ses idées, ses porte-parole, ses délégués, allaient envahir la Chine, et cette invasion devait être la plus chargée de destin depuis l'arrivée des marchands et des soldats occidentaux, près d'un siècle auparavant.